

RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE (PROVINCE DU KOSOVO)

Il faut arrêter Karadzic et Mladic immédiatement

Index AI : EUR 70/45/98

Embargo : 10 juillet 1998 00 h 01 (GMT)

« Chaque jour qui passe sans que la Force de stabilisation (SFOR) ne recherche activement et n'arrête des suspects tels que Radovan Karadzic et le général Ratko Mladic est une nouvelle défaite pour la justice et ne peut qu'inciter les auteurs de violations des droits humains dans la province du Kosovo à commettre de nouveaux crimes », a déclaré Amnesty International, aujourd'hui vendredi 10 juillet 1998, à la veille du troisième anniversaire de la prise de Srebrenica. « Au Kosovo, faire savoir aux meurtriers qu'ils auront à répondre de leurs actes – et que des mesures seront prises en conséquence – peut les dissuader de recommencer », a déclaré Amnesty International.

La quasi-impunité dont ont bénéficié les auteurs de violations des droits humains dans la province du Kosovo au cours de la dernière décennie a, sans aucun doute, été l'une des principales causes du conflit actuel. Selon Amnesty International, la poursuite en justice des criminels de guerre dans le pays voisin, la Bosnie Herzégovine, pourrait aider à prévenir de tels crimes dans la République fédérative de Yougoslavie.

« Arrêter Karadzic et Mladic aujourd'hui pourrait aider à sauver des vies au Kosovo à l'avenir », a déclaré Amnesty International.

Karadzic et Mladic ont été mis deux fois en accusation par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, à La Haye, pour génocide, crimes contre l'humanité et violations des lois de la guerre. Un des actes d'accusation est lié aux événements qui ont suivi la prise de l'ancienne « zone de sécurité » des Nations unies, Srebrenica, par les forces serbes de Bosnie, le 11 juillet 1995. On ignore toujours le sort de plus de 6 000 personnes « disparues » à Srebrenica ; nombre d'entre elles ont, très probablement, été tuées et enterrées de manière délibérée dans des charniers qui n'ont pas encore été fouillés.

L'arrestation de suspects accusés de crimes de guerre dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie indiquerait clairement à toutes les parties impliquées dans le conflit au Kosovo que ceux qui violent les règles les plus élémentaires en matière de respect des droits humains et du droit humanitaire ne resteront pas impunis.

« Pour les hommes, les femmes et les enfants de Srebrenica, samedi sera un jour de commémoration et de deuil », a déclaré Amnesty International. « Ne devrions-nous pas veiller à ce que ce jour soit également gravé dans la mémoire de Karadzic et de Mladic ? Pour les habitants de Srebrenica ; pour les habitants du Kosovo – arrêtons-les maintenant ! »

Pour obtenir de plus amples informations, un entretien ou un exemplaire des rapports qu'a publiés ou que va publier Amnesty International sur la situation dans la province du Kosovo, veuillez contacter Soraya Bermjo, attachée de presse, au 44 171 415 5562. Amnesty International dispose maintenant d'une ligne RNIS pour faire des interviews radio de qualité équivalente à celles effectuées en studio, à partir de ses bureaux à Londres. Veuillez nous contacter pour plus de détails.